

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 610 du 04.05.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : <http://no-war.over-blog.com/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Un rapporteur de l'ONU aux droits de l'homme "écoeuré" par les violations dans les prisons israéliennes.

1 Médias/Vidéos

1-1 David Cronin : [Ce que la controverse Günter Grass nous apprend à propos de la censure en Europe.](#)

1-2 Julien Salingue : À propos des bombardements sur Gaza.

1-3 [Aloufok.net](#) : Journalistes palestiniens détenus dans les prisons de l'occupation.

2 Les brèves

2-1 [Suisse : 1.500 "alterjuifs" appellent à la fin de "l'occupation" de la Palestine.](#)

2-2 [Les syndicats appellent l'Egypte à fournir du gaz à la Bande de Gaza .](#)

2-3 Une campagne brutale d'Israël pour détruire l'identité palestinienne à Jérusalem-Est.

3 Dossier

3-1 IRIB [L'occupant israélien enfouit des déchets nucléaires et chimiques au Golan occupé sous un mutisme arabe et international.](#)

3-2 Fadwa Nassar : Prisonniers palestiniens : la dignité à l'assaut de la barbarie.

3-3 El watan. : Agressions de détenus dans les prisons israéliennes : l'Autorité palestinienne recourt à la justice.

3-4 José Luis Moraguès : EXTENSION DE LA GRÈVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS PALESTINIENS.

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

4-1 Mohammed Larbi : L'iceberg de Bethléem.

4-2 Jeunes communistes : Solidarité avec Noam Gur et Alon Gurman,

4-3 IRIB : manifestation non armée.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 Les prisons israéliennes.

Tiré a part

Vidéo : [www.youtube.](http://www.youtube.com/watch?v=pcTY7QOPgUw&feature=player_embedded): résistance d'une jeune femme palestinienne

Le geste emblématique de résistance d'une jeune femme palestinienne a fait le tour du monde lorsqu'elle a grimpé sur un camion-citerne qui contient le liquide chimique puant pendant la manifestation.

Surnommée "la femme au drapeau" par ces camarades activistes, elle a réussi à éviter l'arrestation avec leur aide mais ils ont reçu des jets de spray au poivre directement au visage lorsqu'ils ont tenté d'échapper à la violence de l'armée israélienne.

http://www.youtube.com/watch?v=pcTY7QOPgUw&feature=player_embedded

Un rapporteur de l'ONU aux droits de l'homme "écoeuré" par les violations dans les prisons israéliennes. Le rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme dans les Territoires palestiniens occupés, Richard Falk, se déclare mercredi "écoeuré par les violations continues des droits de l'homme dans les prisons israéliennes", se référant à la grève de la faim engagée par des centaines de détenus palestiniens.

"Je suis écoeuré par les violations continues des droits de l'homme dans les prisons israéliennes et j'appelle le gouvernement d'Israël à respecter les obligations internationales en matière de droits de l'homme à l'égard des détenus palestiniens", affirme l'Américain Richard Falk dans un communiqué.

"Israël doit traiter ces grévistes de la faim selon les standards internationaux, y compris en autorisant les visites des familles", ajoute-t-il.

Près d'un tiers des Palestiniens détenus par Israël sont en grève de la faim depuis le début de ce mouvement collectif le 17 avril.

Ils réclament l'abolition de l'isolement carcéral et de la détention administrative, une disposition héritée du mandat britannique sur la Palestine qui permet l'incarcération sans inculpation ni jugement de suspects pour des périodes de six mois renouvelables indéfiniment.

Des discussions sont en cours entre l'administration pénitentiaire et des représentants des prisonniers, avaient indiqué lundi des sources palestiniennes et israéliennes.

Des responsables palestiniens ont fait état lundi de 2.000 grévistes de la faim sur près de 4.700 détenus, mais la porte-parole de l'administration pénitentiaire israélienne Sivan Weizman a indiqué à l'AFP que 1.450 prisonniers y participaient.

M. Falk appelle la communauté internationale à veiller à ce qu'Israël respecte les lois et normes internationales en matière de droits de l'homme dans sa façon de traiter les prisonniers palestiniens.

Il rappelle dans son communiqué que depuis 1967 "quelques 750.000 Palestiniens, dont 23.000 femmes et 25.000 enfants ont été en détention dans les prisons israéliennes, soit approximativement 20% du total de la population palestinienne des territoires occupés".

02 mai 2012 (AFP)

1 Médias/Vidéos

1-1 David Cronin : [Ce que la controverse Günter Grass nous apprend à propos de la censure en Europe.](#)

La fureur à propos du poème de Günter Grass sur Israël m'a fait penser à quel point les journalistes sont sujets à la censure en Europe

Dans un article d'opinion paru dans le journal israélien *Haaretz*, Gideon Levy rappelle comment les journalistes travaillant pour le groupe médiatique allemand *Axel Springer* étaient, pendant des années, obligés de signer une convention stipulant qu'ils n'avaient pas le droit de rédiger des écrits remettant en cause l'existence d'Israël.

Non seulement *Axel Springer* possède le plus grand nombre de journaux circulant à travers le monde (comme *Die Welt* et *Bild*), en plus le groupe a joué un rôle important dans les débats sur le renforcement politique et les liens économiques d'Israël avec l'Union Européenne.

En 2007, un « dialogue économique » entre l'Union Européenne et Israël a été établi, mettant en place un forum annuel où les grands entrepreneurs peuvent réfléchir à la manière de supprimer tous les

obstacles qui peuvent entraver la maximisation du profit. Mathias Döpfner, le chef exécutif d'*Axel Springer*, a été choisi comme représentant européen au forum.

Responsabilité spéciale ?

Deux ans plus tard, Döpfner s'exprime dans *The Jerusalem Post* : « Il est important que nous n'oublions jamais le passé allemand et ce que l'Allemagne a fait, et à cause de cela, nous avons une responsabilité spéciale dans le soutien à Israël et c'est quelque chose que nous devons continuer de génération en génération pour nous assurer que cela ne s'oubliera jamais. »

Apparemment, cette responsabilité spéciale implique de garder les yeux fermés sur les crimes commis par vos partenaires de « dialogue » – ou pire de soutenir activement leurs crimes. Les participants israéliens au forum – qui ont le soutien total de l'exécutif de l'Union Européenne, à savoir la Commission Européenne – dont *Elbit*, le manufacturier d'armes dont les produits sont souvent utilisés pour tuer et mutiler des Palestiniens. *Bank Leumi* et les librairies *Steimatsky*, qui ont tous les deux des filiales ou des magasins dans les colonies illégales en Cisjordanie, font également partie de ces participants, ainsi que le *Saban Capital Group*.

Haim Saban, qui dirige le *Saban Capital Group* est un actionnaire important de *Bezeq*, qui fournit les services de télécommunications à l'armée israélienne. En tant que titulaire d'un média, Saban a été invité à rejoindre le conseil de la télévision française TF1, en 2003. TF1 a été fondé par *Bouygues*, qui a acquis 23 pourcent d'actions dans l'entreprise d'énergie et de transport *Alstom* en 2006. En partenariat avec *Veolia*, *Alstom* a également développé un tram réservé quasi exclusivement aux colons israéliens dans l'Est de Jerusalem.

Les sionistes et leurs sympathisants contrôlent de larges parts des médias les plus courants dans les trois plus grands pays issus de l'UE : l'Allemagne, la France et la Grande Bretagne.

Murdoch ne comprend pas la Palestine

Une des rares actions valorisantes d'Alastair Campbell, chef de campagne durant le mandat de Tony Blair en tant que Premier ministre, a été adressée à l'humanité : il a expliqué, dans des termes accessibles, la dévotion aveugle qu'a Rupert Murdoch envers Israël. Dans ses mémoires publiés, Campbell rappelle comment Murdoch a dit à Tony Blair en 2002 qu'il ne pouvait pas comprendre pourquoi les Palestiniens avaient des douleurs. En réponse, son fils, James lui a fait remarquer que les Palestiniens avaient été « chassés de leurs putains de maisons et qu'ils n'avaient aucun putain d'endroit pour vivre ». (Il y a de maigres preuves – cela doit être souligné – que James Murdoch a cherché à éduquer les experts de Fox News ou les autres entreprises appartenant à l'empire que possède sa famille, concernant les réalités à propos du Moyen Orient).

Le problème, selon mon expérience, n'est jamais lié à un seul propriétaire. Les journalistes travaillant pour les médias courants ont tendance à biaiser l'information en montrant uniquement le point de vue du plus fort.

Les biais des journalistes

Lorsque j'ai commencé à écrire à propos du Moyen Orient pour le journal *European Voice* (qui fait partie du groupe *The Economist*) en 2001, mon rédacteur en chef m'a dit « nous ne devons pas prendre parti » entre les Israéliens et les Palestiniens. Le même rédacteur était un réserviste de l'armée anglaise, qui a personnellement participé à l'occupation de l'Irak. Lors de ma toute première réunion éditoriale, il a fait une blague sur mes origines irlandaises qui feraient que je sois familier aux armes utilisées par les « terroristes ». Bien qu'il se soit excusé pour cet écart, cela reflète son état d'esprit : les Palestiniens étaient des « terroristes », selon son point de vue (je me souviens de lui surnommant Yasser Arafat de terroriste).

Il s'est avéré que ce rédacteur était en fait bien plus ouvert d'esprit que la plupart des autres journalistes anglais que j'ai pu croiser. Il avait, au moins, la volonté d'engager et de travailler avec des reporters de différentes classes et différentes nationalités. Un de ses successeurs pour le poste de rédacteur en chef d'*European Voice* a mis en place une politique restrictive qui ne permet d'engager que des diplômés de Cambridge. Comme ces brillants jeunes hommes et femmes viennent de milieux très privilégiés, l'idée que les journalistes avaient un devoir de défense envers les plus démunis leur était étrangère. Comme son équivalent américain *Roll Call*, à Washington, *European Voice* est l'un des journaux les plus répandus parmi l'élite de Bruxelles.

Pendant trop longtemps, la plupart des journalistes et intellectuels européens ont accepté l'idée de ne jamais traiter Israël d'entreprise raciste. Bien qu'il y ait quelques personnes de bonne volonté travaillant

dans les médias dominants, je ne pense pas que le changement viendra de là. Heureusement, Internet offre de nombreuses possibilités pour développer des alternatives. Saisir les opportunités offertes par Internet est vital pour atteindre la justice.

Texte écrit par David Cronin. Traduit de l'Anglais.

Source originale : <http://dvcronin.blogspot.com/2012/0...>

Source : Investig'Action - michelcollon.info

<http://www.michelcollon.info/Ce-que-la-controverse-Gunter-Grass.html>

1-2 Julien Salingue : À propos des bombardements sur Gaza.

Julien Salingue. (Interview sur France 24, 12 mars 2012) -

<http://www.juliansalingue.fr/article-a-propos-des-bombardements-sur-gaza-interview-sur-france-24-12-mars-2012-101613282.html>

1-3 [Aloufok.net](http://aloufok.net) : Journalistes palestiniens détenus dans les prisons de l'occupation.

En ce jour du 17 avril, journée nationale des prisonniers palestiniens, le peuple palestinien est mobilisé pour la défense de leurs droits, pour la fin de la politique de l'isolement et de la détention administrative. La détention administrative est une arme qui menace l'ensemble du peuple palestinien, car il s'agit d'une détention arbitraire, basée sur des rapports maintenus secrets, fournis par les services de renseignements de l'occupant. Un grand nombre de journalistes ont subi et subissent cette forme de détention.

Les journalistes palestiniens qui sont détenus en ce jour dans les prisons de l'occupation sont :

Suhayb Assa, 26 ans, qui travaille à Radio Bethlehem 2000. Le tribunal militaire d'Ofer vient de le condamner à 4 mois de prison et à une amende de 3000 NIS. Il avait été arrêté le 5 février 2012 suite à une incursion militaire dans son village Al-Ubaydiyya, et sa maison a été fouillée et ses affaires personnelles pillées.

Le journaliste maqdisi Yassin Mohammad Abou Khdayr, détenu depuis 25 ans, et condamné à 28 ans de prison. Il est le plus ancien journaliste détenu.

Le journaliste écrivain Walid Khalid Ali, directeur du quotidien Falastin, du village Sakaka, dans la province de Salfit. Il est détenu administratif depuis le 8 mai 2011, et se trouve en isolement individuel dans la prison Hasharon.

Le journaliste et député Nizar Ramadan, d'al-Khalil, détenu administratif depuis le 28 mai 2011. A chaque fois que la date de sa libération approche, l'ordre de détention est renouvelé.

Le journaliste Nawaf Ibrahim Amer, de Kfar Qalil dans la province de Nablus, directeur des programmes dans la chaîne Falastin. Détenu administratif depuis le 28 juin 2011.

Le journaliste Amin Abdel Aziz Abou Wardeh, de Nablus, détenu administratif depuis le 28 décembre 2011. Correspondant de PNN et du quotidien Al-Khalij.

Le journaliste Amer Abdel Halim Abou Arfa, d'al-Khalil, détenu administratif depuis le 21 août 2011. Travaille à l'agence Shehab en Cisjordanie.

Le photographe Hamze Sulayman Barnat, bénévole dans l'association Adalah et Hurriya, où il s'occupait d'archiver les exactions de l'armée de l'occupation dans les villages de la province de Ramallah. Le tribunal militaire a prononcé contre lui une peine de prison de 18 mois.

Les journalistes et photographes sont considérés comme une « menace » pour l'Etat de l'occupation, car témoins de la terreur sioniste, ils transmettent les paroles et images de leur pays martyrisé. Ils participent activement à contrer la propagande sioniste.

L'Etat de l'occupation n'aime pas les journalistes. Il les emprisonne ou les tue. Des dizaines de journalistes, palestiniens ou appartenant à d'autres nationalités, ont été tués au cours de leur travail. D'autres furent gravement blessés.

aloufok.net

mardi 17 avril 2012,

La Rédaction

Baladi"

<http://www.aloufok.net/spip.php?article7231>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 [Suisse : 1.500 "alterjuifs" appellent à la fin de "l'occupation" de la Palestine.](#)

Un appel lancé par 1.500 "alterjuifs", des personnes se prétendant de "confession ou de culture juive", exigeant la fin de "l'occupation et du blocus des territoires palestiniens par Israël", a été remis jeudi à l'ambassade israélienne de Berne (Suisse)

Environ 300 Suisses l'ont signé. Parmi les 1.500 signataires figure notamment "le vieillard" indigné professionnel Stéphane Hessel. Près de 60% des signatures récoltées proviennent des États-Unis, de Suisse et de la Palestine occupée.

Al Manar

08/04/2012

<http://www.lorientlejour.com/numero/4880/article/756155/Israel autorise trois colonies sauvages implantées dans les années 90.html>

2-2 [Les syndicats appellent l'Égypte à fournir du gaz à la Bande de Gaza .](#)

L'assemblée des syndicats professionnels palestiniens a décrit la décision égyptienne de cesser l'exportation du gaz à l'entité sioniste comme une bonne mesure, soulignant qu'elle est en conformité avec la mise en œuvre des résolutions de la Ligue arabe, appelant à boycotter l'occupation sur le niveau économique.

L'assemblée a exprimé dans un communiqué publié le mardi 24/4, son espoir que le gouvernement égyptien prenne des mesures importantes pour fournir du gaz égyptien à la Bande de Gaza assiégée afin de cesser de traiter avec l'entité sioniste.

Elle a confirmé que cette décision était compatible avec les objectifs et les slogans de la révolution égyptienne, appelant à lever le blocus imposé sur Gaza et à ouvrir les passages, en disant : "Nous saluons profondément les efforts du peuple égyptien et ses positions à soutenir la cause palestinienne et la fermeté des Palestiniens".

25/04/2012

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7dEEenh2s5MB7IDVR%2fC%2fI2voljilNIC94vZyDO2XzPr4K0cHFyAQVq%2fgjWUWHvYCzRawb%2fMa2pJEdb3Dg8wKNZMtqhIOzki5CAd%2bDdQXjDoO8%3d>

PAJU (Palestiniens et Juifs Unis) n° 583 le 13 avril 2012

2-3 Une campagne brutale d'Israël pour détruire l'identité palestinienne à Jérusalem-Est.

Dans sa campagne contre la présence palestinienne à Jérusalem-Est, Israël ferme systématiquement des organisations et détruit des maisons.

En 2004, la municipalité de Jérusalem a dévoilé son plan de bâtir un nouveau parc national dans le quartier de al-Bustan. Ce parc entraînerait la démolition de 88 maisons palestiniennes et l'éviction de près de 1000 résidents. Les humains, le peuple sont-ils moins importants que les jardins ?

Selon la Coalition Civile pour la Défense des Droits des Palestiniens à Jérusalem (CCDPRJ), les autorités israéliennes ont, depuis août 2001, fermé 28 organisations au service de la communauté palestinienne à Jérusalem telles que la Chambre de commerce de Jérusalem, la Société pour les Études Arabes, la Maison de l'Orient et le quartier général de l'Organisation de la libération de la Palestine (OLP). En 2009, ces mêmes services ont interdit de nombreux événements culturels et éducatifs prévus pour célébrer la reconnaissance de Jérusalem comme « Capitale de la culture arabe ».

Ces fermetures à grande échelle sont reliées à la politique générale d'Israël qui inclue la violation du droit d'habitation et la révocation de permis de résidence afin de forcer le déplacement illégal des Palestiniens de Jérusalem.

Un rapport récent des Nations Unies condamne la politique israélienne de destruction de maisons à

Jérusalem et dans la partie C de la Cisjordanie, sous contrôle militaire absolu d'Israël. Le rapport révèle que le nombre de démolitions en 2011 a été le plus élevé des dernières années.

Adapté de « Israel closes organizations, destroys dwellings in campaign against Palestinian life in East Jerusalem », publié par The Electronic Intifada le 1 janvier, 2012.

Article complet: PAJU (Palestiniens et Juifs Unis) n° 583 le 13 avril 2012

Distribué par PAJU (Palestiniens et Juifs Unis)

WWW.PAJUMONTREAL.ORG

<http://electronicintifada.net/blogs/maureen/israel-closes-organizations-destroys-dwellings-campaign-against-palestinian-life-east>

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 IRIB [L'occupant israélien enfouit des déchets nucléaires et chimiques au Golan occupé sous un mutisme arabe et international.](#)

IRIB-Il s'agit bel et bien d'une violation flagrante des chartes internationales et des droits de l'homme. Les autorités de l'occupant israélien persistent à enfouir les déchets chimiques et nucléaires et d'autres toxiques dans au moins 20 sites au Golan occupé dont celui le plus renommé /Nachbet al-Moqbila/ se trouvant à la cime de Jabal Cheikh et à côté se trouve un champ d'exploitation d'énergie éolienne dont les turbines tournent à 100 Km/H pour faire disparaître en cas de fuite radioactive les émanations en direction de l'Est vers les villages du gouvernorat de Quneitra.

Le gouverneur de la ville Hussein Arnous a indiqué qu'en dépit des rapports qui relate ce phénomène de temps à autres, mais cette question ne trouve malheureusement aucun intérêt chez les pays arabes, les organisations régionales, internationales et spécialisées dont l'ONU est ses agences compétentes en la matière. "Cet enfouissement prémédité de la part de l'Occupant des substances chimiques dans la terre occupée du Golan a causé d'énorme préjudice dans la culture et la nature de la terre", a-t-il ajouté. Pour lui, les terres agricoles du Golan occupé non seulement sont devenues un dépotoir de déchets nucléaires et chimiques pour l'occupant mais aussi, un terrain de manœuvres et d'entraînement militaires de son armée. Pour sa part, le directeur de l'environnement de Quneitra, Hamaza Souleymane, a insisté sur la partie polluante de cette question, puisque cet enfouissement estimé à des tonnes de déchets laisse apparaître des signes de contamination et de pollution des eaux souterraines, ce qui met en danger non seulement l'être humain mais aussi les animaux et les espèces qui contribuent à conserver l'écosystème de cette région. Les déchets enfouis dans des conteneurs en ciment ou en verre dont la durée de résistance ne dépassant pas les 30 ans, seront des sources de contamination et de maladies graves cancérigènes, attaquant pas mal d'organes vitaux comme le foi, les reins, l'appareil respiratoire et d'autres. La plus dangereuse des matières portant de graves préjudices à la santé publique est sans doute les déchets de l'uranium appauvri, utilisé à l'extrême par l'industrie militaire israélienne. Cette matière nocive est à l'origine des malformations des fœtus et des nouveaux-nés. Cet enfouissement des déchets toxiques israéliens dans des sites dans le Golan occupé ne date pas d'hier. Selon Nassr Eddine Khayrallah, président de l'association de protection de l'environnement et du patrimoine, l'occupant a depuis les années 70 commencé à mettre en œuvre cette stratégie, parallèlement avec la ceinture de défense parsemée de mines, de bombes à neutron, de petites mines nucléaires tactiques et de matières radioactives prêtes à exploser à tout moment. A préciser que le ministère des AE et des expatriés a, moult fois adressé des documents et des missives aux NU pour dénoncer la politique de l'occupant en la matière mais sans résultats, bien qu'il existe une commission spéciale chargée de se pencher chaque années sur les pratiques et les violations de l'occupant israélien dans les territoires occupés dans tous les domaines.

IRIB

3-2 Fadwa Nassar : Prisonniers palestiniens : la dignité à l'assaut de la barbarie.

Ils sont des milliers (2800 prisonniers qui seront rejoints par les autres à partir du premier mai) à avoir déclenché le 17 avril dernier la grève de la faim, dans les prisons sionistes. Dans ce monde impitoyable

dominé par les puissances de la haine raciale et religieuse, par l'injustice, la rapine et l'arrogance, les prisonniers palestiniens ont dû refuser de s'alimenter pour réclamer leur dignité en tant qu'êtres humains et la dignité de leur peuple, soumis à une occupation barbare et inhumaine. Le silence et la complicité de la communauté internationale, de l'ONU et de ses organismes, des puissances dominatrices et de leurs associations de défense des droits de l'homme, sur le sort réservé aux prisonniers palestiniens et arabes dans les geôles de l'occupation, ont poussé ces jeunes et moins jeunes à mener la grève de la faim illimitée, et pour les malades d'entre eux, à refuser leurs médicaments. Ces prisonniers réclament leur dignité, c'est-à-dire la fin de l'isolement des dirigeants de la résistance (certains prisonniers sont isolés depuis plus de dix ans), l'arrêt des fouilles à nu des prisonniers et des membres de leurs familles, fouilles pratiquées pour humilier et non point pour des motifs sécuritaires, comme les sionistes le prétendent, la reprise des visites familiales pour les prisonniers de Gaza (privés de visites depuis la capture du soldat sioniste par la résistance), et la fin des mesures répressives prises par vengeance et légalisées par la Knesset, en vue d'humilier les prisonniers et les priver de leurs droits les plus élémentaires. De plus, les prisonniers en grève de la faim depuis plus de deux mois, Bilal Diab et Thaer Halahla, ainsi que d'autres prisonniers tels que Jaafar Izzidine, Mahmoud Sersek, Omar Moussa Abou Shalal, Hassan Safadi, en grève de la faim depuis plus d'un mois, réclament la fin de la détention administrative, suite à la grève victorieuse de Sheikh Khodr Adnan et de Hana' Shalabi. Aujourd'hui, Bilal Diab et Thaer Halahla entament leur 64^{ème} jour de grève de la faim. Bilal a été emmené d'urgence dans un hôpital israélien, et Thaer a subi plusieurs complications et frôlé la mort. Par deux fois depuis leur grève, le tribunal militaire sioniste a rejeté, à partir des dossiers fournis par les services de renseignements de l'Etat sioniste (shabak), les recours présentés par leur avocat, mais il a cependant proposé un règlement, consistant à les éloigner vers Gaza, comme la prisonnière libérée Hana' Shalabi. Les prisonniers ont refusé et réclament leur retour à leurs lieux de résidence, Thaer dans la ville d'al-Khalil et Bilal au village Kufr Ra'i, près de Jénine.

Les prisonniers grévistes de la faim ont décidé d'aller jusqu'au bout, jusqu'à leur martyre. C'est le combat entre la volonté de ces prisonniers, assoiffés de liberté et de dignité, et celle de l'occupant oppresseur qui a transformé la Palestine en une terre de mort et de souffrances, soutenu par une communauté internationale, sourde et aveugle. La volonté des prisonniers, de Bilal, Thaer, Jaafar, Mahmoud, mais aussi de Lina Jarbouni et de Ahmad Saadat, de Abdallah Barghouty et des députés Ahmad el-Hage Ali et Jamal Natché, ainsi que plusieurs centaines d'autres, de poursuivre la lutte pour la dignité et la liberté, affronte non seulement l'occupant, mais aussi tous les cercles du pouvoir dans le monde et tous les médias à leur solde qui ont décidé de les nier ou plutôt qui n'osent plus regarder la réalité en face.

Les prisonniers palestiniens représentent la conscience vive de la nation arabo-islamique. C'est parce qu'ils ont refusé l'occupation de leur pays et l'humiliation de leur peuple qu'ils ont été arrêtés puis détenus. Certains ont mené une résistance active et militaire, d'autres ont tout simplement refusé de se plier à l'ordre colonial imposé par l'occupant. Mais ceux qui exercent leur suprématie dans le monde, les puissances occidentales, par la force de leurs armes criminelles, suivis par leurs serviteurs dociles, qu'ils soient rois, princes, chefs d'Etat, ou journalistes et penseurs et philosophes, craignent ces voix sorties de prison, ces voix puissantes qui résonnent et traduisent une volonté de fer, ces voix qui réclament la dignité et la liberté.

Les cercles de la domination coloniale craignent que le message des prisonniers en grève ne parvienne aux peuples soumis et humiliés, un message qui annonce le refus de l'occupation, de la domination, de l'humiliation et du racisme, un message qui réclame la libération de l'être humain, loin des simulacres de liberté annoncée par les cercles de l'oppression dans le monde. Car la liberté qu'ils réclament n'est pas synonyme « des droits de l'homme », formule inventée par l'oppresseur pour maintenir les peuples dans la misère et le joug colonial, qui n'a ni valeur ni signification, d'autant plus que les colonialistes et les criminels la brandissent pour massacrer les peuples et envahir leurs pays. Les cercles mondiaux de la domination coloniale et de l'oppression, y compris les Nations-Unis et ses organismes, l'ont bien compris, et c'est pourquoi ils ne protestent pas contre les pratiques barbares des sionistes en Palestine, et qu'ils soutiennent même leurs agissements inhumains envers des hommes, des femmes et des enfants de Palestine qui ont osé dire non.

Les prisonniers palestiniens en grève de la faim ont réalisé que leur combat se situe au-delà des murs des prisons sionistes, et qu'ils sont en train de mener une lutte pour la liberté et la dignité des peuples

soumis. C'est le sens des messages qui parviennent des prisons, ou plutôt de ce qui fait office d'hôpital dans la prison de Ramlé, où des dizaines de grévistes ont été emmenés. Les prisonniers expliquent dans leurs messages le sens et la valeur de leur combat, ils disent pourquoi ils refusent les propositions faites par les geôliers et les tribunaux militaires, et que s'ils succombent, ce sera au cours de leur ultime combat mené dans la dignité et pour la dignité du genre humain.

Du côté de l'opresseur sioniste, c'est la débandade, notamment depuis le déclenchement de la grève le 17 avril dernier. Après avoir transféré les prisonniers grévistes d'une prison à l'autre, mis en isolement ceux qu'ils considèrent comme étant les meneurs de la bataille, ils assistent à l'extinction du mouvement, malgré leurs tentatives de le briser, en suscitant les divisions. Ils proposent par exemple aux prisonniers du FPLP la fin de l'isolement du dirigeant Ahmad Saadat en contrepartie de la fin de leur grève, mais ces derniers refusent et mettent en avant la fin de l'isolement de tous les dirigeants. Ils promettent à des sections de prisons d'étudier leurs revendications s'ils mettent fin à leur mouvement, mais les prisonniers sont loin d'être dupes, d'autant qu'ils ont déjà fait l'expérience des promesses creuses de la direction des prisons. D'ailleurs, comme l'a affirmé Khaled Mechaal, lors d'une conférence de presse au Caire, il y a deux jours, les sionistes n'ont toujours pas honoré leurs promesses, faites en octobre dernier, contre la libération du soldat sioniste, de mettre fin à l'isolement et de supprimer la loi Shalit, qui interdit la visite des prisonniers de Gaza. Au moment où les dirigeants sionistes avancent des propositions pour casser le mouvement de grève, ils interdisent la visite des avocats aux prisonniers, ils procèdent à des transferts de plus en plus fréquents des prisonniers grévistes, pour les déstabiliser et les affaiblir (tout transfert d'une prison à l'autre signifie plus d'une dizaine d'heures de routes dans des conditions inhumaines, où les prisonniers sont enfermés et enchaînés dans des caisses métalliques) et répriment la population manifestant devant les prisons, à Ofer ou ailleurs, en soutien aux prisonniers.

Sheikh Khodr Adnan, libéré le 17 avril, suite à sa longue grève de la faim, ne ménage pas ses efforts, depuis cette date, pour appeler au soutien des prisonniers grévistes. Parcourant la Cisjordanie, entouré des étudiants de Bir Zeit ou de la population d'al-Khalil, il réclame le soutien populaire aux grévistes, qu'il encourage par ailleurs à poursuivre le mouvement, car, dit-il, c'est « une grande bataille que nous menons » et qu'il faut remporter la victoire. A l'université de Bir Zeit, invité par les étudiants, ses collègues, il a longuement expliqué le sens de l'unité dans la bataille et qu'il est important d'affronter l'occupant pour obtenir des résultats. Il s'est rendu également à la mosquée al-Ibrahimi à al-Khalil et a discuté avec la population, la famille de Thaer Halahla et les prisonniers libérés, les étudiants et les militants de toutes les formations politiques, des moyens de soutenir les prisonniers et comment il fallait dépasser les formes classiques des « tentes de la protestation » pour inventer de nouvelles formes de lutte et entrer en confrontation avec l'occupant.

Avec le premier mai, plusieurs centaines de prisonniers, détenus dans plusieurs prisons, vont rejoindre la lutte et commencer la grève de la faim. Comme le déclarait Khalida Jarrar, député et cadre du FPLP, si les prisonniers en arrivent à ce stade, lutter au moyen de la faim pour réclamer leurs droits les plus élémentaires, c'est parce que nous n'avons pas fait notre devoir de soutien ni de mobilisation, c'est parce que nous les avons abandonnés, alors que nous avons les moyens d'agir. Par nos actions et nos mobilisations, nous pouvons mettre un terme à leurs souffrances et leurs maladies, mais surtout obliger l'Etat sioniste et ses complices à accorder les droits humains les plus élémentaires aux résistants de la Palestine.

Fadwa Nassar

Mardi 1er mai 2012

3-3 El watan. : Agressions de détenus dans les prisons israéliennes : l'Autorité palestinienne recourt à la justice.

L'Autorité palestinienne va poursuivre en justice les autorités pénitentiaires israéliennes, accusées de « crimes de guerre violant les lois internationales », a annoncé le ministre palestinien chargé des Affaires des prisonniers, Aïssa Qaraqä.

S'exprimant lors d'un festival organisé samedi à Al Khalil en signe de solidarité avec les enfants des prisonniers, M. Qaraqä a dénoncé des « crimes organisés par Israël contre les détenus palestiniens, commis en plein mutisme de la communauté internationale ». Pour sa part, le gouverneur de la ville d'Al Khalil, Kamel Hamid, a promis d'œuvrer avec détermination « pour la libération des prisonniers ».

palestiniens, pour mettre fin aux souffrances de leurs enfants».

Ce responsable a, lui aussi, dénoncé les incessantes agressions israéliennes contre les détenus palestiniens. Quant à Ziad Al Rajoub, membre du conseil révolutionnaire du parti Fatah et président de la commune de Doura, il a estimé que la libération des prisonniers «demeure la clé pour l'établissement de l'Etat palestinien indépendant».

Il a souligné également que le soutien de la bataille des prisonniers palestiniens, en grève de la faim depuis quelques jours, «a une très grande importance pour la cause palestinienne». Plus de 1500 détenus palestiniens dans les prisons israéliennes ont entamé mardi dernier une grève de la faim et 2300 autres décident de ne pas manger pendant 24 heures, à l'occasion de «la Journée du prisonnier», célébrée le 17 avril de chaque années. «Les célébrations de la Journée du prisonnier sont différentes cette année parce que les conditions des détenus palestiniens dans les prisons israéliennes ont empiré», avait déploré Qaraqä.

El watan.

le 23.04.12

http://www.elwatan.com/international/agressions-de-detenus-dans-les-prisons-israeliennes-l-autorite-palestinienne-recourt-a-la-justice-23-04-2012-167866_112.php

3-4 José Luis Moraguès : **EXTENSION DE LA GRÈVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS PALESTINIENS.**

"La dimension stratégique de la bataille des prisonniers politiques Palestiniens et les tâches du mouvement de solidarité internationaliste"-

publié le dimanche 29 avril 2012.

Dans le dernier paragraphe (Notre combat) de son article "Pour quoi se battent les prisonniers politiques Palestiniens ?", Ameer Makhoul qui est un dirigeant de la société civile palestinienne, prisonnier politique actuellement enfermé à la prison de Gilboa, énonce clairement les raisons du combat des prisonniers. (<http://www.protection-palestine.org...>)

" La véritable préoccupation pour le peuple sous occupation n'est pas de savoir si la détention de leurs fils ou de leurs filles relève d'un ordre administratif israélien ou d'un ordre de tribunal militaire ou civil. L'oppression, la répression et le pillage sont identiques, quel que soit l'outil que l'occupation utilise. La bataille d'Adnan est un combat contre le projet colonialiste dans son ensemble et pas seulement contre l'un de ses outils.

Mais quand des dirigeants palestiniens et des militants des droits de l'homme déclarent que la prochaine étape consiste à intensifier la campagne contre les ordres de détention administrative, cela montre une faiblesse et une vision erronée.

La bataille contre les lois d'urgence israéliennes est une bataille qui regarde les Israéliens, pas le peuple palestinien. *La bataille pour les Palestiniens, et pour toutes celles et ceux dans le monde qui s'opposent à l'occupation et au colonialisme, est contre l'occupation et l'État occupant, et pour la libération nationale, pour le rétablissement de la patrie et le retour de ses habitants aujourd'hui réfugiés et exilés.* "(souligné par JLM)

Dans une interview récente, Khader Adnan (<http://www.protection-palestine.org...>), à qui on demandait les raisons de sa grève de la faim le jour de son arrestation, réaffirmait lui aussi les objectifs stratégiques du combat des prisonniers et de son action. En se mettant en grève de la faim le jour de son arrestation il affirmait ainsi ne pas se battre seulement contre les mauvaises conditions de détention, et contre la "détention administrative" mais contre l'injustice de l'arrestation elle-même : " Ma réjection de la détention administrative est le complément direct de ma réjection de l'occupation elle-même et de ma quête pour retrouver la dignité qui nous a été volée par les Israéliens."

La réaffirmation des revendications fondamentales :

L'un et l'autre affirment que l'objectif stratégique de la bataille engagée est la fin de l'occupation, de la colonisation, le retour des Réfugiés et la libération nationale. Qu'ils ne refusent pas seulement les mauvaises conditions, la torture, l'arbitraire illégal de la détention administrative mais le fait des arrestations elles-mêmes. Même si Israël cessait les détentions administratives et respectait les droits des prisonniers, il faudrait combattre les arrestations et exiger la libération de tous les prisonniers. Ce qui ne saurait advenir sans la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid.

Ce retour aux revendications fondamentales et cette volonté de lier les objectifs tactiques aux objectifs stratégiques est énoncé avec fermeté dans l'Appel BDS Palestinien de 2005 et réaffirmé sans cesse. Il semble que, au delà des partis impliqués, l'esprit qui anime la bataille actuelle des prisonniers palestiniens est celui de l'écrasante majorité de la société civile palestinienne aujourd'hui et que nous connaissons mieux depuis et à travers l'Appel BDS. Rien de surprenant à cela puisque la quasi totalité des associations de prisonniers et des familles sont signataires de l'Appel BDS. A l'occasion de la journée internationale des prisonniers 12 organisations palestiniennes de prisonniers et de familles des prisonniers ont signé aux côtés du BNC Palestinien (Comité National Palestinien pour le BDS) un appel adressé aux sociétés civiles et aux organisations des droits de l'Homme demandant de boycotter l'entreprise israélienne G4S qui exporte dans le monde son "savoir faire"(!) en matière de surveillance et de répression dans les prisons.

L'appel des organisations de prisonniers au mouvement de solidarité : Inclure la question des prisonniers dans le BDS.

Sans doute sur le plan tactique faut-il dénoncer les violations du droit international et des conventions qui régissent les droits des prisonniers, sans doute faut-il dénoncer la "détention administrative" parce qu'elle est illégale au regard du droit actuel et aussi parce qu'elle est une forme de torture psychologique. Mais rien ne serait plus dommageable que d'isoler la lutte tactique pour le respect des droits des prisonniers et contre la détention administrative de l'objectif stratégique qui est la libération nationale du peuple Palestinien et le retour des Réfugiés.

Que les ONG humanitaires et des droits humains s'en tiennent à réclamer l'application des conventions de Genève en matière du droit des prisonniers et exigent l'interdiction de la détention administrative, cela relève de leur registre d'intervention et c'est tout à leur honneur. Le mouvement de solidarité à la Palestine se tient et se tiendra sans conteste à leurs côtés dans ce travail incontournable et indispensable. Il appartient au mouvement de solidarité, non seulement de faire connaître et de porter l'ensemble des objectifs (tactiques et stratégiques) de la bataille engagée par les prisonniers Palestiniens, mais aussi et surtout d'inventer les actions et les modalités d'un rapport de force qui fasse reculer Israël.

En liant la lutte actuelle des prisonniers à la campagne BDS internationale, les 12 organisations palestiniennes de défense des prisonniers ont clairement fait entendre leur choix et nous appellent explicitement à inclure la question des prisonniers politiques palestiniens dans la Campagne internationale BDS.

José Luis Moraguès (CCIPPP-BDS France)

29 avril 2012

CCIPPP- BDS France.

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

4-1 Mohammed Larbi : L'iceberg de Bethléem.

Même passé à tabac, le jeune Danois Andreas peut s'estimer heureux. En tout cas plus chanceux que ceux-là mêmes qu'il était venu soutenir, parce qu'eux n'ont pas voix au chapitre. Plus clairement, il a été, cette semaine, plus question des pro-Palestiniens que des Palestiniens, ce qui est important pour la cause palestinienne. Non pas que les premiers parlent plus haut que les autres, mais tout simplement parce que la voix de ces autres est étouffée. Et le mérite des pro-Palestiniens est d'être allés contre un ordre devenu immuable en portant la question palestinienne sur le devant de la scène internationale et en la sortant de l'oubli.

Tout a donc commencé dans de nombreux aéroports européens où des ressortissants du vieux continent ont trouvé leur nom porté sur une liste transmise par les autorités israéliennes aux compagnies aériennes européennes. Ceux-là – et ils étaient des milliers – étaient interdits d'embarquer à destination d'Israël et des territoires palestiniens, leur point de convergence, pour un événement devenu annuel et qu'Israël entend effacer des tablettes. Seuls quelques dizaines d'entre eux ont réussi à passer au travers des mailles pourtant bien serrées du filet tendu par Israël qui, relève-t-on, a bénéficié de complicités dont on ne mesure pas encore toute l'étendue.

Un bien triste bilan, alors qu'une organisatrice de cette opération a estimé que «les mesures draconiennes prises par le gouvernement et les services secrets israéliens pour empêcher le millier de volontaires de rejoindre la Palestine s'est transformé en désastre diplomatique et politique pour (le

Premier ministre Benjamin) Netanyahu et sa clique».

Nul doute que des gouvernements sauront se montrer indulgents et aider Israël à remonter cette pente. Un tel évènement serait donc passé inaperçu n'était le comportement du militaire israélien, habitué à l'impunité, qui a agressé un ressortissant danois. Des images le montrant frappant ce dernier au visage avec son arme ont soulevé l'indignation. Ce qui est arrivé ensuite est unique, sinon extrêmement rare, car aucun soldat israélien

n'a jamais été inquiété pour ses agressions commises sur les Palestiniens, quelle que soit leur situation. Bien au contraire, assassiner des civils et détruire leurs biens passent pour des faits d'armes. Il se trouvera bien une presse, jamais à court d'idées, pour parler de «représailles». Une locution qui exprime à elle seule tout le parti pris en faveur d'Israël, occultant de fait le rapport occupant-occupé. Mais il leur était difficile, cette fois, de nier ce qui s'est passé dimanche, aux portes de la ville palestinienne de Ariha, que l'on disait débarrassée de l'occupation israélienne depuis 1994.

Voilà un autre mensonge – le premier de ces derniers jours – consistant à laisser croire qu'il n'y a pas de problème palestinien, sinon qu'il est pris en charge dans le cadre de négociations, le reste étant de la simple provocation ou même des agressions contre Israël.

C'est ce qui a été dit de toutes les opérations de soutien au peuple palestinien, celui-ci étant, quant à lui, déclaré coupable de ne pas avoir renoncé à ses droits nationaux. Et dire que cela n'aurait pas été possible sans un certain nombre de complicités, toutes faisant obstruction au droit et exposant la région du Proche-Orient à la course aux armements et à l'instabilité. C'est ainsi qu'Israël a pu se retrouver aujourd'hui en possession d'un important arsenal nucléaire.

Ses dirigeants ont su se montrer reconnaissants en dévoilant quelque peu leurs amitiés. C'est l'un des crimes les plus effroyables de ce demi-siècle d'histoire contemporaine. Et l'on se permet de parler de droits et de libertés, ce qui frappe de suspicion tout discours en ce sens. Celui-ci est inadéquat et inapproprié, car traitant une telle question au cas par cas. C'est encore le droit de la force.

Mohammed Larbi

http://www.elwatan.com/international/l-iceberg-de-bethleem-18-04-2012-167299_112.php

4-2 Jeunes communistes : Solidarité avec Noam Gur et Alon Gurman,
(deux jeunes israéliens qui refusent d'accomplir leur service militaire)

« Nous refusons de servir une armée d'occupation et d'apartheid »

Noam Gur et Alon Gurman se présenteront, lundi 16 avril, au bureau de recrutement de la base militaire de Tel Hashomer, où ils vont affirmer leur refus de servir dans l'armée israélienne, tant qu'elle sera pouvoir occupant, et ils seront emprisonnés en raison de ce refus.

Dans sa déclaration expliquant son refus, Gurman écrit: « *Mon refus de servir dans l'armée Israélienne, en plus d'être le refus de prendre part à l'occupation et à l'apartheid, est un acte de solidarité envers nos amis Palestiniens vivant sous domination Israélienne, et de lutte pour la liberté, la justice et l'égalité.* »

La jeune Noam Gur a justifié, elle, son refus ainsi : « *Je refuse de rejoindre une armée qui, dès ses fondements, s'est engagée à dominer une autre nation, à piller et terroriser une population civile sous sa domination.* »

Alon Gurman, 18 ans, originaire de Tel Aviv, n'avait aucun doute sur son enrôlement jusqu'à qu'il se rende pour la première fois en Cisjordanie. Durant sa dernière année de lycée, il a commencé à faire des lectures sur la lutte populaire Palestinienne.

« *J'ai commencé à me rendre à des manifestations en pensant que certaines des politiques suivies n'allaient pas dans le bon sens, qu'elles pouvaient être changées, changées de l'intérieur, et donc j'ai commencé les procédures d'engagement dans l'armée comme on l'attendait de moi* », déclare Gurman.
« *C'est seulement après m'être rendu pour la première fois dans les territoires occupés que j'ai réalisé que je ne pourrai jamais faire partie de l'armée. J'ai vu des démolitions de maisons ; j'ai vu des niveaux inimaginables de violence contre les protestations civiles, et tout cela au nom du colonialisme. J'ai été particulièrement traumatisé par mon arrestation lors d'une manifestation à Al-Walaja, juste au moment où nous nous dispersions. Les soldats avaient mon âge, on était de la même génération, et j'ai vu l'effet qu'avait le service sur eux. Vous ne pouvez pas avoir de conscience morale dans une situation immorale* ».

Ces derniers mois, Gurman a participé aux manifestations du Vendredi en Cisjordanie sur une base régulière, et lors de la récente escalade militaire à Gaza, il a organisé une manifestation à Tel-Aviv, avant et pendant laquelle il a reçu des menaces personnelles. Avoir été exposé à toute cette violence a renforcé sa décision, son refus de s'engager, mais c'est seulement après avoir entendu Noam Gur qu'il s'est persuadé à l'affirmer publiquement, à risquer la prison, et non seulement à esquiver dans le silence l'enrôlement.

Les amis et les sympathisants à la cause se joindront à Alon Gurman et Noam Gur à la base militaire, et rappelleront aux jeunes Israéliens qu'ils seront sur le point de rejoindre l'armée, que l'occupation des territoires Palestiniens continue, « *et qu'il y en a qui s'opposent à cela, et que nous devons tous agir comme Noam et Alon et refuser de participer à l'oppression du peuple Palestinien* ».

Source: <http://stcom.net> (<http://s.tt/19AhN>)

Traduction AC pour

<http://jeunescommunistes-paris15.over-blog.com/> et <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>
<http://stcom.net/news/?p=8736>

4-3 IRIB : manifestation non armée.

L'activiste danois Andreas a été attaqué par le lieutenant-colonel israélien Shalom Eisner pendant une manifestation non armée dans la Vallée du Jourdain le 14 avril.

Un Palestinien et l'activiste néerlandaise Mira ont également été blessés par l'agression de Eisner, l'activiste suédois Alex a été menotté et détenu pendant plus d'une heure pendant l'incident.

L'action impliquait quelques deux cents personnes qui voulaient rouler sur la route 90 qui relie des colonies israéliennes reconnues comme illégales par la Cour internationale de Justice. Organisé par le Forum des Jeunes Sharek, l'événement cycliste avait pour but d'attirer l'attention sur les restrictions à la circulation et aux violations des droits de l'homme que subissent les Palestiniens dans la Vallée du Jourdain. Le Forum Sharek fait état des nombreuses voitures palestiniennes fréquemment stoppées, fouillées ou interdites de circulation sur la route 90 où avait lieu la manifestation cycliste.

Le Palestinien, Andreas, Mira et Alex travaillent avec l'avocat du Comité contre la Torture en Israël (PCATI) Meissa Irshaid pour s'assurer que le témoignage de ces participants à la tournée à vélo soit représenté dans l'affaire contre le lieutenant-colonel Eisner. "Les soldats israéliens ont bloqué la route à tous les cyclistes et ont rapidement eu recours à la violence pour nous intimider et nous empêcher de rouler sur la route 90. Le lieutenant-colonel Eisner m'a frappé avec son M-16 sans qu'il y ait eu provocation," a déclaré Andreas. Mira a elle aussi été frappée au visage par le fusil de Eisner. Les deux ont été évacués à l'hôpital et Andreas a reçu des points de suture à la lèvre.

IRIB

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 Les prisons israéliennes.

Je suis allé hier écouter Salah Hamouri raconter ce que furent ses années de prison, après une condamnation douteuse, et surtout ce que sont les conditions des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes. Ce récit est cauchemardesque.

Mille détails comme:

- le fait, restant conforme à la loi israélienne et qui fut celle de l'ancien mandat britannique jamais révoqué, de placer des gens en détention administrative sur décision du seul exécutif, par tranches de 6 mois renouvelables indéfiniment (un prisonnier est placé ainsi depuis 25 ans);
- le fait de faire préparer les repas des palestiniens par des droits communs juifs, ce qui oblige les prisonniers à payer leur nourriture achetée à la cantine de la prison afin d'éviter des horreurs;
- le fait de faire circuler les prisonniers entassés dans des fourgons entièrement métalliques et de les laisser à l'arrêt durant des heures soit en été au soleil, soit en hiver, soit sous les bombes (les gardiens s'étant alors mis à l'abri) ;
- l'isolement punitif qui affecte actuellement 500 prisonniers palestiniens, parfois très long et avec souvent des moments de bruits sales ou de musiques en hébreu à tue-tête;
- les visites des familles et les courriers si règlementés que certains prisonniers n'ont aucune nouvelle de leurs parents depuis des années et ne savent pas s'ils sont encore vivants.

La grève de la faim, en cours actuellement, des prisonniers palestiniens a demandé trois ans par le canal des réseaux occultes avant que la date soit fixée. Et cette date, le 17 avril, est l'anniversaire d'un épisode que je raconte:

«Dans le passé, deux Palestiniens prisonniers ont entamé une grève de la faim. Pour les obliger à absorber du lait, les gardiens leur ont enfoncé des tuyaux par la gorge et ont versé le lait. Les tuyaux étaient mal dirigés et aboutissaient dans les poumons, et les prisonniers sont morts, sans qu'aucun médium occidental n'en parle.»

Un chiffre aussi: ramenant aux proportions, les prisonniers français seraient au nombre de 25 millions (le calcul inclut tous les prisonniers dans la prison à ciel ouvert de la Bande de Ghaza).

Et une observation précieuse: La détermination, que nous avons suivie durant son emprisonnement, de Salah Hamouri lui a donné une force d'âme et une capacité de résistance comparable à celle décrite par les survivants des camps nazis. Elle est très générale. Ce qu'on fait aux prisonniers palestiniens permet le tri clair des personnalités, et forme une élite palestinienne de grande valeur.

Le monde extérieur doit aider ce Peuple en faisant bien voir aux israéliens juifs que la violence croissante leur est totalement défavorable, et que leur image si artificiellement et patiemment construite est en train de devenir horrible. Agissons dans le cadre non-violent !

Actuellement, le Libanais Georges Abdallah est prisonnier en France et a terminé depuis longtemps sa peine. La justice française a mis longtemps à décider de sa libération, mais l'a fait assez récemment.

Immédiatement, le Président Obama a demandé son maintien dans les prisons françaises, et l'exécutif de notre Pays s'est exécuté, au mépris de notre Droit.

Notre Pays est totalement aligné, comme le serait un enfant de gangsters.

Alain.

Le 22 avril 2112.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19